

M. Gleave: Ceux qui veulent soutenir ici la cause du commerce du blé devront accepter leur responsabilité à l'avenir.

Des voix: Bravo.

M. Gleave: Toute ma vie, j'ai cultivé le blé. J'ai gagné ma vie de cette façon. Je demeure au centre de la région de culture du blé de la Saskatchewan et je ne favorise ici que les intérêts des cultivateurs. Je les ai vus se morfondre sur leurs fermes, leurs greniers remplis de grain, alors qu'à la faveur d'un système de classement convenable, ce grain aurait dû être acheminé vers les principaux marchés mondiaux. Voilà ce qui devrait être l'objet de nos efforts ici.

M. Horner: Eh bien, n'est-ce pas ce que nous sommes en train de faire?

M. Gleave: Non.

M. Horner: Le grain ne circule pas?

M. Gleave: Nous devrions mettre ce bill en vigueur, monsieur l'Orateur, et je déclare que ceux qui ne l'appuient pas et ceux qui n'ont pas tout tenté pour y arriver avant la fin de la session, ont nui aux intérêts des cultivateurs de blé de l'Ouest.

Des voix: Bravo.

M. Gleave: Ceci dit, monsieur l'Orateur, j'aurais été plus heureux si le gouvernement avait accédé à la demande de prolonger la présente session jusqu'à ce que le bill soit adopté. Je crois que la mesure est assez importante pour continuer la session jusqu'à ce qu'elle soit adoptée, qu'elle ait force de loi et permette à nos agents commerciaux de faire leur besogne sur les marchés du monde, tâche qu'ils sont prêts à faire et sont capables de faire. Nous avons de bons hommes dans ce domaine. M. McNamara, à sa retraite, était un des grands dans l'industrie du grain. Et nous en aurons d'autres, mais nous ne leur donnerons pas les outils nécessaires en déposant 44 amendements aux dernières heures de la présente session, de sorte que le bill ne sera pas adopté par la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Gleave: Monsieur l'Orateur, quelle que soit la compétence des membres de la Commission du blé, et celle des commerçants du secteur privé, ils doivent avoir les outils nécessaires. Nous sommes à l'approche de nouveaux développements. Nous parlons ici du classement du blé selon la teneur en protéines. Nous modifierons le système de classement pour englober la graine de colza et l'orge, et certains de nos autres produits. De fait, nous

[M. Horner.]

ne considérons même pas certains changements projetés. Je prédis que nous finirons par en arriver au point où le colza fera l'objet d'un contrôle de la variété, l'endroit de culture, et que nous devons étendre ce contrôle jusqu'au stade de la vente. Le produit devra satisfaire aux normes de pureté de la variété. Nous devons livrer ce que le consommateur désire. Nous ne pouvons demeurer immobiles pendant que le temps fuit. Il faut que les moyens techniques et les connaissances dont disposent les fermes rivalisent avec ceux dont on dispose pour la manutention des céréales. Si nous ne pouvons rivaliser avec ce que les agriculteurs accomplissent, nous les aurons déçus.

• (3.40 p.m.)

M. Horner: Vous savez ce dont vous parlez à ce propos.

M. Gleave: Je vous remercie sincèrement. Je serais très heureux de pouvoir dire la même chose de vous. J'ai exposé les aspects que je voulais mentionner cet après-midi, monsieur l'Orateur.

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, c'est un excellent discours que nous venons d'entendre. J'en félicite le député. Son discours m'aurait impressionné davantage si les députés de son parti n'avaient manifesté une aussi vive approbation lors de la 2^e lecture de la loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme, même s'il est vrai qu'ils ont formulé des réserves sur certaines de ses dispositions. Lorsque ce bill a été confié au comité, la plupart des associations agricoles l'ont désapprouvé sans réserve.

L'hon. M. Olson: C'est absolument faux.

M. Baldwin: C'est absolument vrai. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) s'affairait ailleurs. Il n'était pas au comité, mais je m'y trouvais et j'ai entendu ce qui s'y est dit. Nous le répétons, il est vrai que dans certains des mémoires on a dit que le principe en cause était bon. Cependant, on demandait en fait au Parlement de garder le même principe et d'élaborer une nouvelle mesure. Certains organismes se sont montrés plus tempérés que d'autres dans leur opposition au bill. Toutefois, lorsque j'entends les députés à ma gauche nous critiquer vivement parce que nous exerçons notre devoir parlementaire et nous nous acquittons de notre responsabilité...

L'hon. M. Olson: En en abusant.

M. Baldwin: Je ferai remarquer que c'est notre devoir de nous assurer, autant que possible, que les mesures adoptées à la Chambre sont de bons bills, qui répondront aux besoins de l'économie, des bills juridiquement vala-